

Les résultats clés du MSNA dans l'Artibonite auprès de la population générale

Décembre 2025 | Haïti

Messages clés

- La situation **Eau, Assainissement, Hygiène (EAH)** demeure plus critique dans l'Artibonite qu'au niveau national. Dans ce département, **71%** des ménages sont **dans le besoin** et **37% dans le besoin sévère**, contre respectivement **55% dans le besoin** et **29% dans le besoin sévère au niveau national**. Tandis qu'à l'échelle nationale, **26%** des ménages ont rapporté n'avoir pas accès à une source d'eau potable améliorée cette année, dans le département de l'Artibonite, **38%** des ménages dépendent de **sources d'eau non-améliorées** et **37%** n'ont **pas d'installations sanitaires** en milieu rural.
- Des besoins plus importants en **abris** ont été rapportés, en particulier dans les **zones rurales** de l'Artibonite. Dans ce département, **58%** des ménages vivant en milieu rural disposant d'un abri ont indiqué résider dans des **bâtiments inachevés ou non fermés**, contre 29% des ménages en milieu urbain.
- Les **sécheresses** en milieu rural (**23%**) sont rapportées comme aléas deux fois plus fréquemment qu'au niveau national. Celles-ci semblent entraîner des conséquences grave sur l'usage de l'eau à des fins productives, dans la mesure où **15%** des ménages en milieu rural ont rapporté être souvent **inquiétés par le manque d'eau pour un usage productif**.
- Des **difficultés d'accès aux services en raison de l'insécurité**, ont été rapporté de manière égale pour les femmes et les filles que pour les hommes et les garçons. Pour les deux genres, **l'accès à l'école et aux centres de santé** ont été les types de services les plus rapportés comme compromis par des risques de protection.

44%

des ménages ayant accès à un abris ont rapporté qu'ils vivent dans **un bâtiment inachevé ou non-fermé** et **10%** résident dans **un abri de fortune**

10%

des ménages ont rapporté de **souvent ne pas avoir autant d'eau à boire** au cours des 4 semaines précédant la collecte de données

CONTEXTE

En 2025, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) a estimé à 6 millions le nombre de personnes ayant des [besoins humanitaires en 2025](#) en Haïti. L'augmentation croissante des populations dans le besoin traduit les défis auxquels font face les Haïtiens, notamment avec la persistance de la violence, de l'instabilité politique et sociale et de l'exposition aux aléas climatiques. La violence des groupes armés a provoqué le déplacement massif des citoyens et contribué à plonger près de la moitié de la population haïtienne dans une [insécurité alimentaire aiguë](#), provoquant le [déplacement massif](#) des citoyens non seulement au niveau de la ZMPAP mais de plus en plus depuis la dernière année dans les [départements d'Artibonite et du Centre](#).

APERCU DE L'ÉVALUATION

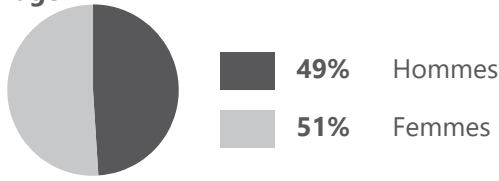
Afin de répondre à une évolution constante du contexte socio-politique et humanitaire dans le pays, REACH, sous le mandat du Groupe de Travail Inter-Secteur, du Groupe de Travail de Gestion de l'Information, et avec l'approbation de l'Équipe Humanitaire Pays (EHP), facilite pour la quatrième fois en Haïti une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) afin d'informer, entre autres, le Cycle de Programmation Humanitaire (HPC) pour 2026.

MÉTHODOLOGIE:

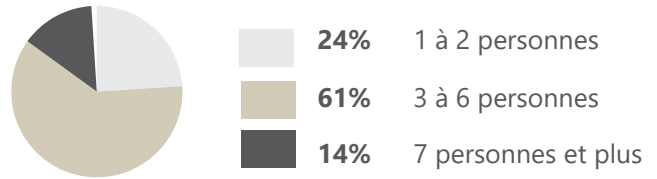
La collecte de données auprès des ménages de la population générale dans l'Artibonite s'est déroulée du 28 juin au 08 juillet 2025 et s'est faite auprès de 235 ménages, avec un échantillon probabiliste en grappes stratifiées désagrégé en zone rurale et urbaine.

INFORMATIONS CLES SUR LA DEMOGRAPHIE DES MENAGES

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



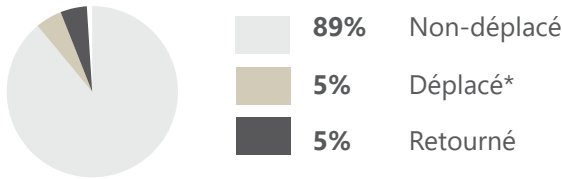
% de ménages par taille du ménage



35% des ménages ont une cheffe de ménage entre 35 et 65 ans.

68% des chefs de ménage sont âgés entre 36 et 65 ans.

% de ménages par statut de déplacement



*contraint de fuir son lieu de résidence habituel depuis sept 2022

11%

des ménages non-déplacé ont rapporté l'installation des personnes déplacées dans leur communauté depuis septembre 2022

18%

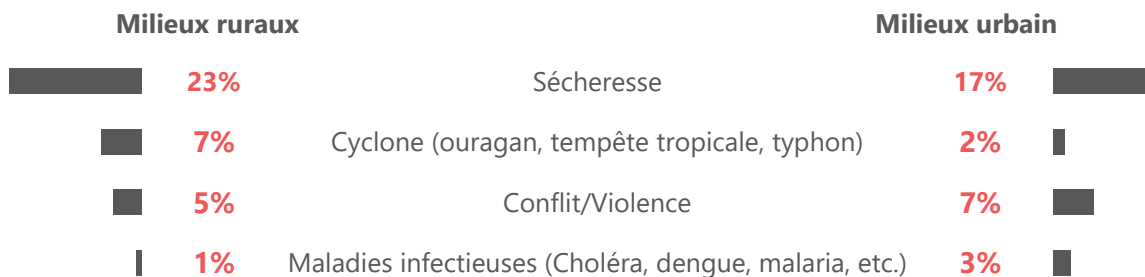
des ménages non-déplacé n'ont aucune connaissance de l'installation des personnes déplacées dans leur communauté

EXPOSITION AUX ALÉAS

38% des ménages ont **subi un choc** au cours des 12 derniers mois précédant la collecte de données.

15% des ménages en milieu rural ont rapporté d'avoir été souvent inquiétés de ne pas avoir assez d'eau pour un usage productif comparé au taux national pour les milieux ruraux (**5%**)

Top types d'aléas rapportés dans la zone affectant les ménages au cours des 12 derniers mois par % de ménages



ACCES À L'INFORMATION ET AUX MODALITÉS DE COMMUNICATION

Les trois principaux types d'information préférés de la part des acteurs humanitaires par % de ménages

Comment s'inscrire pour recevoir de l'aide	56%
Comment obtenir de l'eau, de la nourriture	47%
Comment obtenir un abri, un logement ou du matériel d'hébergement	22%

Principales sources de confiance préférées pour recevoir de l'information par % de ménages

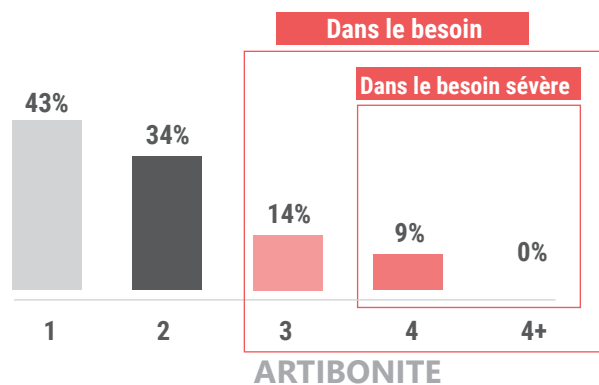
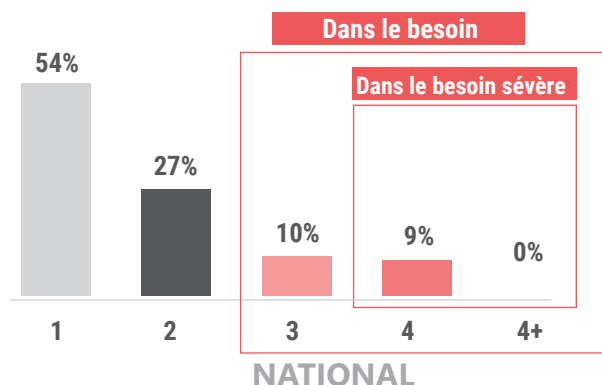
- 1** Leader communautaire (**50%**)
- 2** Agence nationale d'aide humanitaire / ONG nationale (**31%**)
- 3** Agence internationale d'aide humanitaire / ONG internationale (**27%**)

74%

des ménages préfèrent recevoir les informations sur l'assistance humanitaire par appels téléphoniques. **41%** des ménages ont accès à des **smartphones** tandis que **44%** ont accès à des **téléphones basiques**. **58%** des ménages ont rapporté qu'au moins un membre a accès à la **couverture pour des appels, SMS et internet** et **34%** pour seulement la **couverture pour appels et SMS**.

PROTECTION

CLASSIFICATION MSNI 2025



ACCÈS À LA JUSTICE

17%

des ménages ont rapporté un besoin en **assistance juridique** principalement pour **l'obtention de documents d'identité** (13% de l'ensemble des ménages)¹

11% des ménage ont rencontré des difficultés pour accéder à la justice, à des services juridiques ou à des documents juridiques **en raison de menaces présentes dans la communauté**

PROTECTION DE L'ENFANCE

10%

de ménages ont rapporté avoir remarqué des **changements comportementaux et émotionnels** chez l'enfant², **5%** de l'ensemble des ménages ont indiqué des changements d'appétit ou d'habitudes alimentaires

IMPACT DES RISQUES DE PROTECTION

22%

des ménages ont rapporté que les menaces présentes dans leur communauté ont affecté la capacité d'un membre de leur ménage à **accéder à des ressources, à mener des activités ou à faire des choix pour répondre à leurs besoins, tels que le travail, l'agriculture ou la collecte d'eau**²

7%

des ménages ont rapporté qu'au moins un membre du ménage a subi **une ou plusieurs restrictions de mouvement** dans leur localité²

3%

des ménages ont rapporté qu'au moins un membre du ménage **a fait l'objet de retour forcé en Haïti**

% de ménages ayant rapporté des inquiétudes de protection ressenti par au moins un membre du ménage à une fréquence d'au moins un ou deux fois²

Toute forme de violence	15%
Contraint de fuir le domicile vers d'autres régions du pays ou vers un autre pays	7%
Violence sexuelle	3%
persecution et discrimination	3%
Enlèvement, détention ou kidnapping	2%

% de ménages déclarant qu'un membre de leur ménage ont rencontré des difficultés à accéder aux services en raison de la présence de menaces de protection au sein de la communauté²

pour les hommes et garçons

23%

pour les femmes et filles

20%

Les difficultés les plus rapportées pour les **garçons et les hommes**: **l'accès aux centres de santé 14%** et **l'accès aux écoles 10%** sont les mêmes pour **les filles et les femmes**: **l'accès aux centres de santé, y compris services réproductifs 12%** et **l'accès aux écoles 10%**.

% de ménages déclarant que les membres de leur ménage ont dû modifier leur façon de se déplacer ou d'accéder aux espaces publics en raison de la présence de menaces de protection dans la communauté²

pour les hommes et garçons

10%

pour les femmes et filles

9%

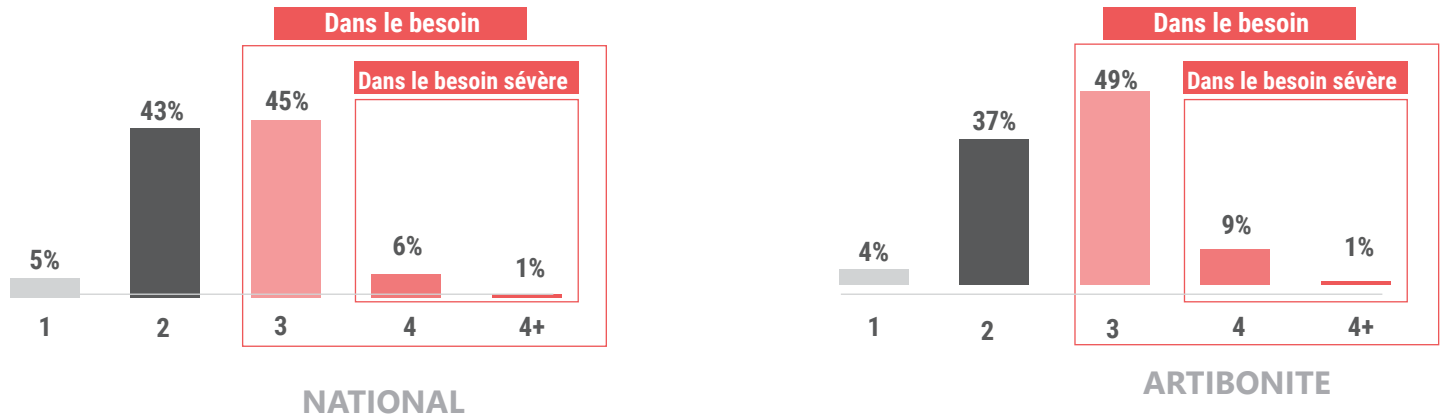
Tandis que **4%** des ménages ont rapporté que **des hommes et des garçons** évitent certains endroits parce qu'ils ne sont pas sûrs **4%** des ménages ont rapporté que **des femmes et des filles** évitent certains endroits parce qu'ils ne sont pas sûrs pour sortir la nuit

¹ au cours des 3 mois précédant la collecte des données

² au cours des 12 mois précédant la collecte des données

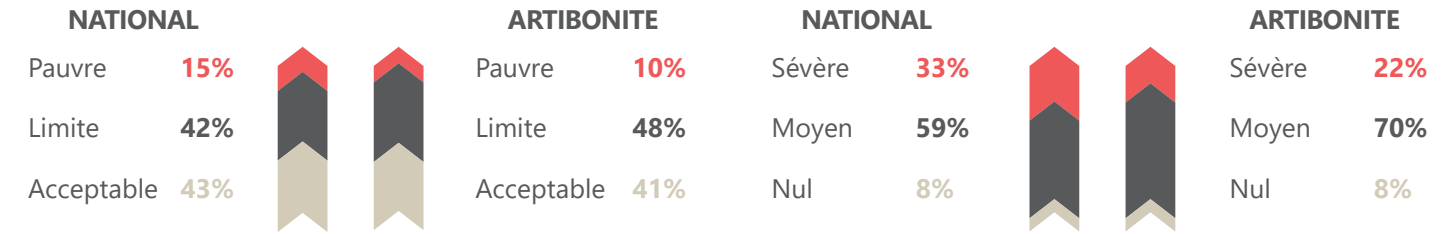
SECURITE ALIMENTAIRE

CLASSIFICATION MSNI 2025



% de ménages selon les catégories du Score de Consommation alimentaire (FCS)

% de ménages selon les niveaux de l'Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI)



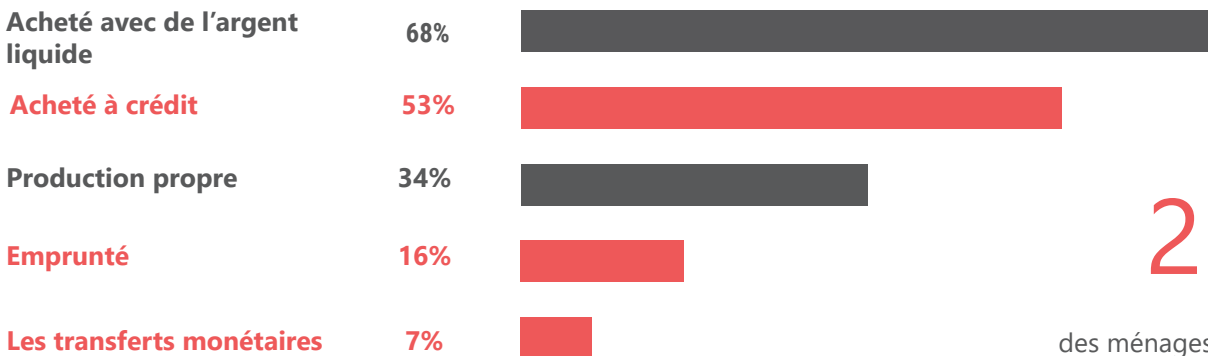
% de ménages selon les niveaux de l'échelle de la faim (HHS)

Niveau	NATIONAL (%)	ARTIBONITE (%)
Sévère	11%	21%
Modéré	50%	49%
Aucun ou peu	39%	30%

L'analyse du Cadre Intégré de la Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) identifie trois zones de moyens d'existence (sauf la ville des Gonaïves classée en phase 3) dans l'Artibonite comme étant **en phase 4 dite d'urgence**.

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

Principales sources alimentaires rapportées par les ménages au cours des 30 jours précédant la collecte par % de ménages



23%

des ménages vivant en milieu urbain en Artibonite dépendent de l'emprunt comme source de nourriture principale.

MOYENS DE SUBSISTANCE

STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTANCE (LCSI)

% de ménages selon les niveaux d'Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (LCSI)

	NATIONAL	ARTIBONITE
Urgence	20%	16%
Crise	32%	37%
Stress	24%	24%
Aucun	24%	23%

% de ménages par raisons additionnelles d'avoir recours aux stratégies d'adaptations liées aux moyens de subsistance

Aucun autre besoin	53%	
Santé	34%	
Education	24%	
Cérémonies*	8%	
Logement	6%	

*de type funéraires, communion, baptême, mariage

SOURCES DE REVENUS ET DÉPENSES

Top 3 sources de revenus rapportées par les ménages au cours des 30 jours précédents la collecte de données par % de ménages

Travail occasionnel ou journalier	30%	
Propre production	27%	
Propre activité commerciale	27%	

10000

gourdes est le **revenu total median mensuel** par ménage en Artibonite correspondant ainsi au revenu médian mensuel à l'échelle nationale.

Les **sources de revenus varient en fonction du milieu dans lequel vit le ménage**. Les principales sources dans les milieux urbains sont issues de leur propre entreprise ou commerce régulier (37%), du travail journalier (27%) mais aussi de de transfert d'argent de la diaspora (21%). En milieu rural, les ménages dépendent davantage de revenus issus de leur propre production (37%).

5000

gourdes est le **dépense total median mensuel** par ménage pour les produits alimentaires

51%

des ménages ont indiqué le **remboursement d'une dette** comme type de dépenses infréquents au cours des 6 mois précédant la collecte des données

ACCÈS AUX PRESTATAIRES FINANCIERS ET AUX MARCHÉS

% de ménages par type d'obstacles les plus rapportés pour accéder à des produits alimentaires et non alimentaires de base

28%

des ménages ont mentionné que le principal obstacle relève que le **marché était trop loin pour y accéder régulièrement**.

23%

des ménages ont rapporté que le **transport pour se rendre au marché est trop cher**.

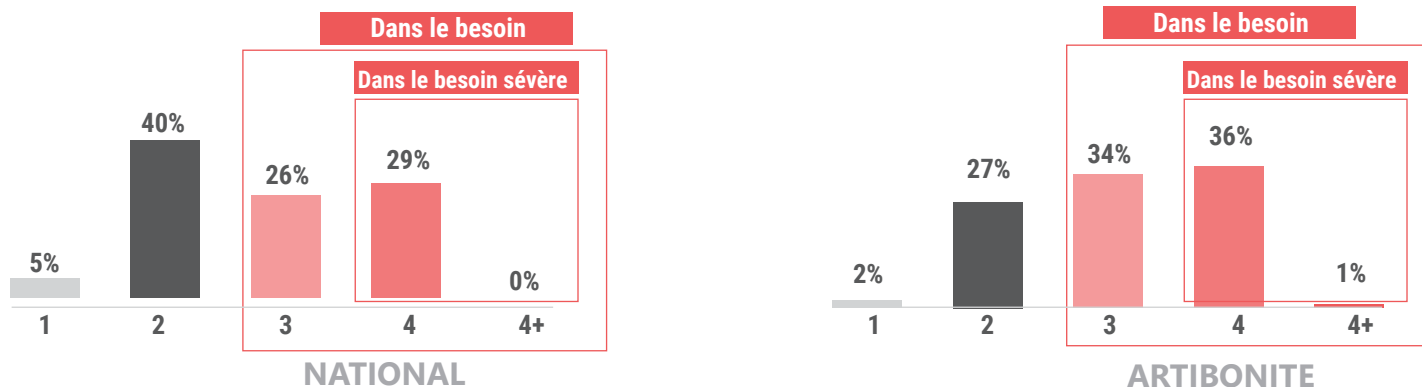
Top 5 des types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone par % de ménages

Agents d'argent mobile (MonCASH, Natcash, etc)	81%
Services Formels de transfert d'argent (Western Union, etc.)	26%
Aucun prestataire/fournisseur de services financiers dans la localité ou aucun accès	12%
Groupes d'épargne informels gérés par les membres*	8%
Banques	7%

*Banques villageoises, AVEC / associations villageoises d'épargne et de crédit, MUSO / mutuelles de solidarités

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

CLASSIFICATION MSNI 2025



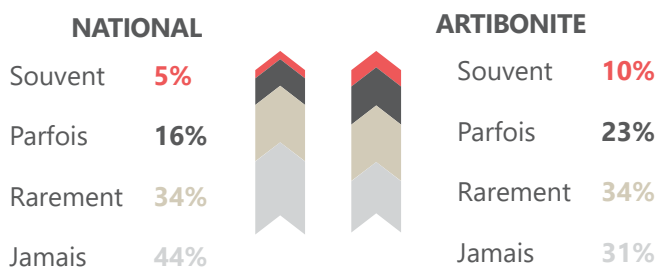
ACCÈS À L'EAU

38%

des ménages dépendent de **sources d'eau non améliorées*** au niveau départemental comme principale source d'eau potable, contre **26%** au niveau **national**.

Les sources d'eau non améliorées incluent les options suivantes: source non protégée, puits non protégés et eau de surface.

% de ménages selon la fréquence à laquelle ils n'ont pas eu suffisamment d'eau potable au cours des 4 semaines précédant la collecte



Top 3 principaux obstacles pour accéder à une quantité suffisante d'eau par % de ménages

- 1 Service intermittent / peu fréquent (**21%**)
- 2 Les points d'eau sont trop éloignés (**20%**)
- 3 Les points d'eau non-fonctionnels (**13%**)

23%

des ménages faisant face au manque d'eau, ont rapporté qu'ils ont dû aller chercher de l'eau à **une source plus éloignée que d'habitude**.

Pour effectuer le trajet aller-retour afin de chercher de l'eau, **10%** des ménages mettent plus de 30 minutes mais moins d'une heure alors que **21%** des ménages **mettent une heure et plus**.

ACCES AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

34%

des ménages au niveau départemental n'ont **pas accès à des installations sanitaires** contre **22%** au niveau national. Ce pourcentage est bien plus élevé dans les milieux ruraux, représentant **37%**.

15% des ménages **partagent leurs installations sanitaires avec des personnes extérieures au ménage**.

Top 3 problèmes liés aux infrastructures sanitaires (parmi les 73% qui en ont accès) par % de ménages

- 1 Manque d'installations sanitaires (toilettes) / trop d'affluence (**30%**)
- 2 Les installations sanitaires (toilettes) ne sont pas propres/hygiéniques (**15%**)
- 3 Les installations sanitaires (toilettes) ne sont pas séparées entre les hommes et les femmes (**9%**)

ACCÈS À L'HYGIÈNE

LAVAGE DES MAINS

44%

des ménages dispose d'**un endroit pour le lavage des mains** au sein de leurs ménage

15%

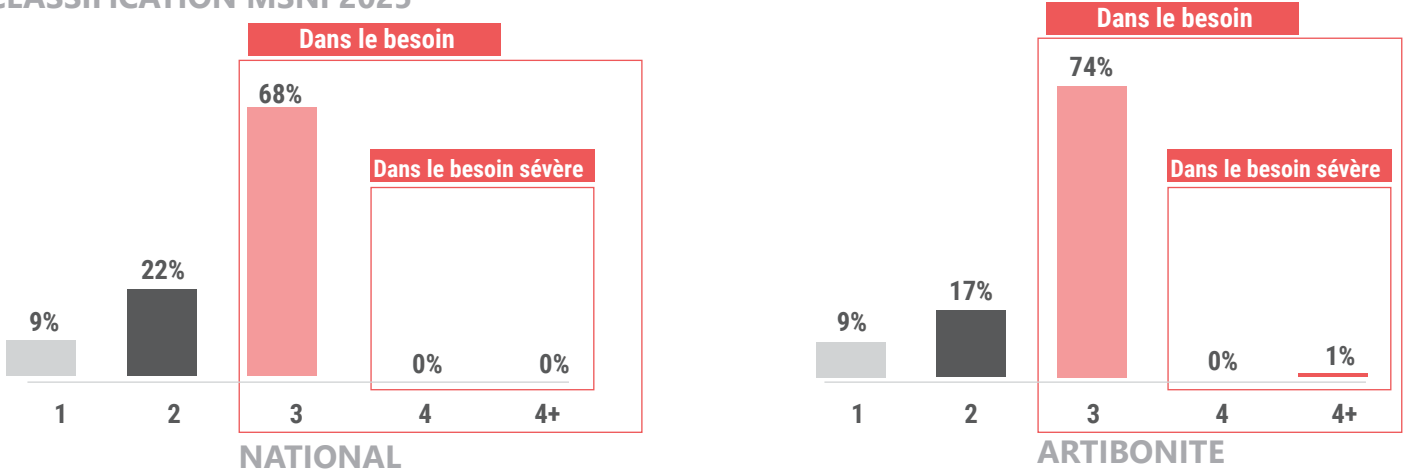
des ménages ont **de l'eau** disponible dans un endroit au sein du ménage où ils se lavent les mains

16%

des ménages ont du **savon** disponible dans un endroit au sein du ménage où ils se lavent les mains

ABRIS ET BIEN NON ALIMENTAIRES

CLASSIFICATION MSNI 2025



ACCÈS À UN ABRI ADÉQUAT

Top 3 types d'abri rapportés parmi les ménages ne vivant pas dans les centres collectifs ou sans abris (98% de l'ensemble) par % de ménages

	ARTIBONITE	Milieu Urbain	Milieu Rural
1 Bâtiment inachevé / non fermé	44%	29%	58%
2 Maison solide / finie	31%	47%	17%
3 Abri de fortune	10%	6%	14%

37% des ménages ont rapporté des **fuites en cas de pluie** comme des problèmes relatifs à leur logement. D'autres problèmes souvent rapportés sont le **manque d'intimité à l'intérieur de l'abri (pas de cloisons, pas de portes) (27%)** et l'**excès de chaleur ou de froid dans le refuge (22%)**.

7% des ménages en location ou hébergé gratuitement ont indiqué qu'ils n'avaient **aucun accord** pour occuper leur logement actuel tandis que **46%** ont un accord écrit et **42%** ont un accord verbal

4% des ménages pensent qu'ils risquent d'être **expulsés dans les six mois suivant la collecte**.

FONCTIONNALITÉ DES ABRIS

63% des ménages ont rapporté **ne pas pouvoir cuisiner dans leur logement**.

Les barrières principaux rapportés étant :

- 1 Manque d'articles ménagers essentiels pour la cuisine (ustensiles, ustensiles de cuisine, ustensiles de table) (**60%***)
- 2 Manque d'accès aux installations de cuisine/de cuisson (**55%***)
- 3 Espace inadéquat pour cuisiner (fuites en cas de pluie, absence de ventilation) (**31%***)

30% des ménages ont rapporté ne pas pouvoir **stocker de la nourriture et de l'eau** dans leur abri et **31%** arrivent à le faire avec des difficultés. Le **manque de récipients ou récipients endommagés pour le stockage de l'eau (60%*)** a été rapporté comme problème principal

22% des ménages ont indiqué ne pas pouvoir **assurer leur hygiène personnelle** dans leurs abris principalement dû au **manque d'articles ménagers essentiels d'hygiène (savon, etc.) (72%*)**

62% des ménages **dorment avec des problèmes**, le principal problème rapporté étant le **manque d'espace (87%*)**

* parmi les ménages rapportant le manque de capacité ou des difficultés à effectuer les tâches

SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

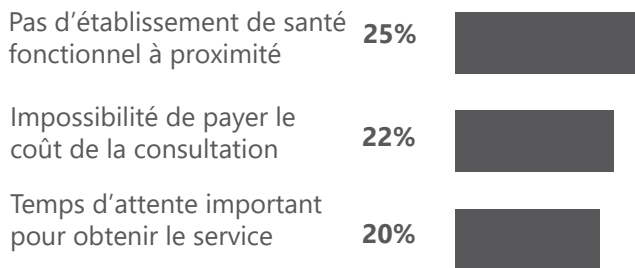
22%
des individus parmi les **22%** ayant signalé un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ont indiqué que **ce besoin n'a pas été comblé** au cours des 3 mois précédant la collecte de données.

Top 3 des besoins de soins de santé rapportés, parmi les 22% des individus ayant signalé un besoin de prise en charge par % d'individus

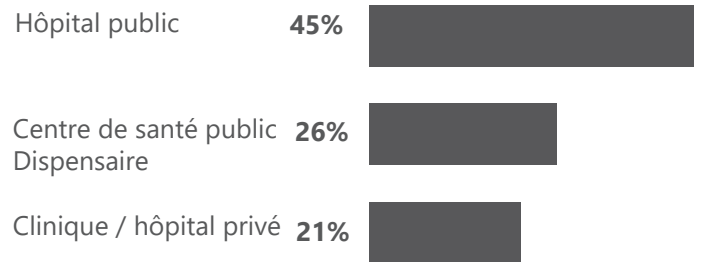
Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.)	50%
Consultation / bilan de santé préventif	29%
Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.)	22%

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les barrières les plus rapportées pour accéder aux infrastructures de santé (par % des ménages)



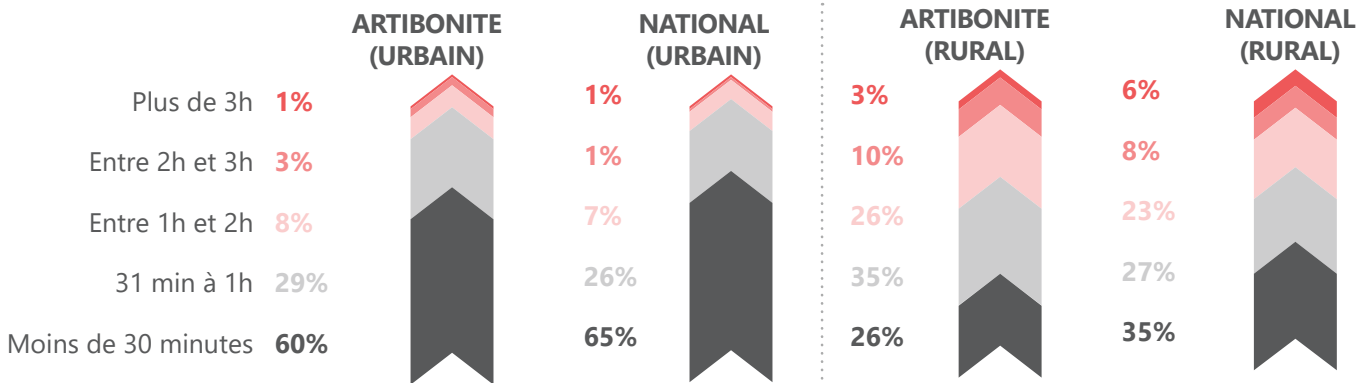
% d'individus ayant eu un besoin de soins de santé au cours des trois mois précédant la collecte de données, par type de lieu où ils se sont rendus pour obtenir des soins



31% des ménages ont rapporté des barrières financières pour accéder aux soins de santé*.

* Impossibilité de payer le coût de la consultation, Impossibilité de payer le coût du traitement, Impossibilité de payer le transport jusqu'à l'établissement de santé

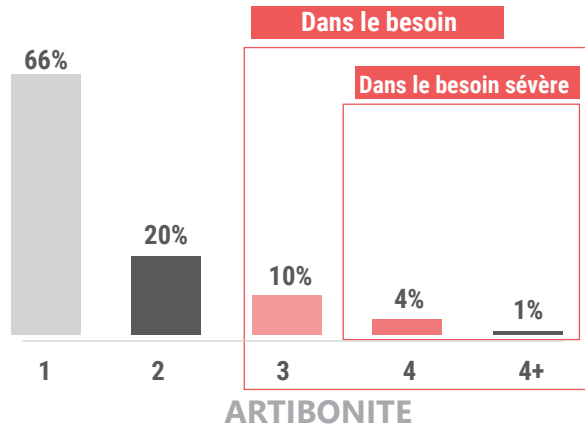
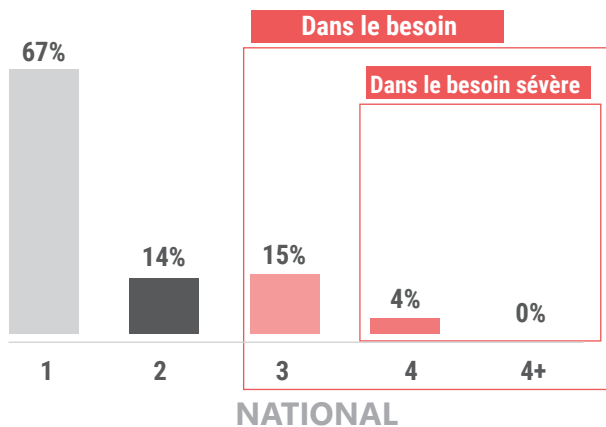
Temps moyen de trajet pour accéder à l'infrastructure de santé fonctionnelle la plus proche, par le moyen de transport habituel (par % de ménages)



41% des ménages ont ressenti le **besoin de solliciter un soutien pour un problème lié à leur bien-être psychologique ou mental** au cours de l'année précédant la collecte de données.

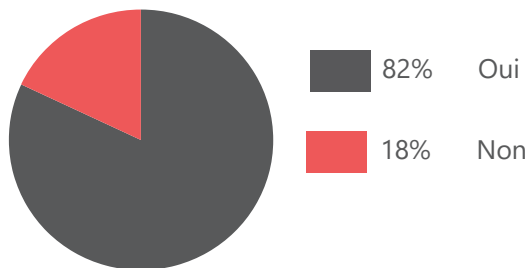
ÉDUCATION

CLASSIFICATION MSNI 2025



SCOLARISATION

% d'enfants de 3 à 18 ans ayant fréquenté l'école ou un programme d'éducation de la petite enfance à un moment ou à un autre de l'année scolaire 2024-2025



61%

des enfants inscrits ont vu leur éducation **pertubée par l'absence d'enseignant.**

6%

des enfants inscrits ont vu leur éducation **pertubée par les aléas naturels** tels que les inondations, les cyclones, la sécheresse, les incendies de forêt ou les tremblements de terre

3%

des enfants inscrits ont vu leur éducation **pertubée en raison de l'occupation par des forces armées/ groupes armés non étatiques**

BARRIÈRES D'ACCÈS

Principales raisons rapportées pour la fréquentation non-régulière* de l'école parmi les ménages ayant des enfants de 3 à 18 ans n'ayant pas fréquenté l'école ou un programme d'éducation de la petite enfance à un moment quelconque durant l'année scolaire 2024-2025 (n=50)

66% des enfants sont non-scolarisés en raison des **coûts directs de l'éducation** (par exemple, les frais de scolarité, les fournitures, le transport)

4% des enfants sont non-scolarisés en raison **du handicap ou des problèmes de santé de l'enfant**

4% des enfants sont non-scolarisés en raison des **risques de protection à l'école**

*Fréquenter régulièrement l'école équivaut à une fréquentation d'au moins quatre jours par semaine

SUGGESTIONS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Top 3 suggestions pour l'amélioration de l'accès à l'éducation, par % de ménages

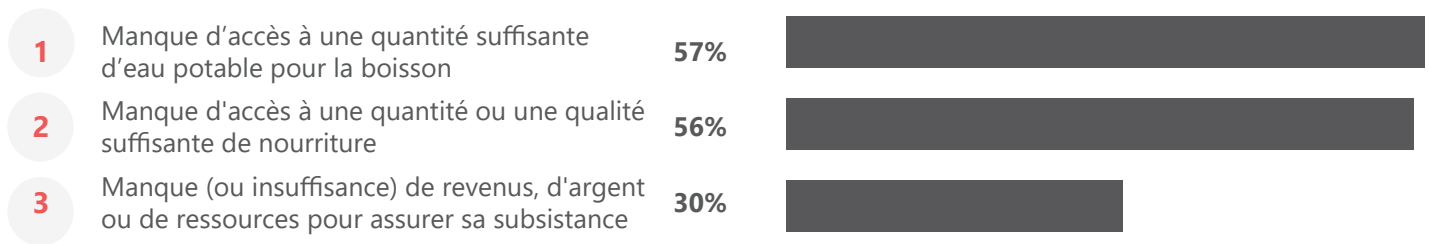
- 1 Ouvrir plus d'écoles (**73%**)
- 2 Fournir de l'argent pour les dépenses liées à l'école ou pour compenser le revenu que l'enfant pourrait gagner en travaillant (**32%**)
- 3 Augmenter le montant et/ou la régularité de la rémunération des enseignants (**31%**)

84% des ménages dans les milieux ruraux ont suggéré d'ouvrir plus d'écoles, contre **62%** en milieu urbain.

REDEVABILITÉ

PRIORITÉS ET PRÉFÉRENCES EN ASSISTANCE

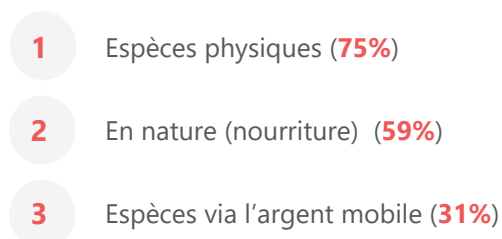
Top 3 défis rapportés auxquels les ménages sont confrontés



Top 3 types de soutien préférés de la part des ONG, parmi les ménages ayant rapporté des défis par % de ménages



Top 3 modalités d'assistance préférés les plus couramment rapportées, parmi les ménages ayant rapporté faire face à des défis par % de ménages



ACCÈS À L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

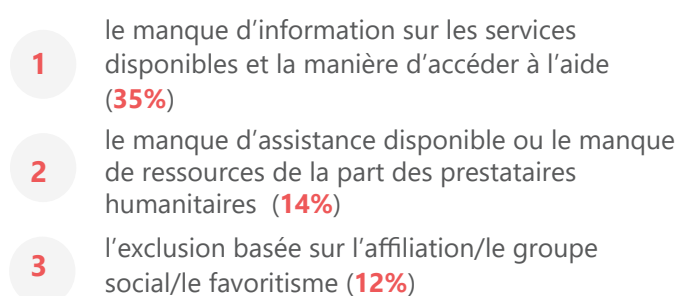
4%

des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte.

25%

des ménages ont **la perception que l'aide ne va pas aux personnes les plus nécessiteuses**. Parmi eux, **50%** des ménages ont évoqué les **personnes âgées**, suivi par **les personnes en situation de handicap 24%** comme les groupes qui n'ont pas accès à l'aide dont ils ont besoin

Top 3 barrière à l'accès à l'aide humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte des données par % de ménages



SATISFACTION PAR RAPPORT AU COMPORTEMENT DES TRAVAILLEURS HUMANITAIRES

30%

des ménages ne sont **pas satisfaits par le comportement des travailleurs humanitaires** ou personnes qui délivrent l'aide humanitaire.

Parmi eux :

- **62%** ont indiqué la **non-réception d'aide** comme raison de non-satisfaction et
- **32%** à cause des **comportements frauduleux ou corrompus**.
- Seulement **19%** se sentent **à l'aise de signaler un mauvais comportement** des travailleurs humanitaires

MÉTHODOLOGIE

En coopération avec les secteurs, groupes de coordination et autres acteurs humanitaires, REACH a réalisé cette évaluation multisectorielle auprès des ménages de la population générale réparti sur l'ensemble du territoire haïtien. Au total, 3139 ménages ont participé à l'enquête et 235 dans le département de l'Artibonite. L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage à deux étapes stratifiées par grappes en appliquant un intervalle de confiance de 95%, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. Les résultats de cette enquête quantitative sont représentatifs à l'échelle des départements, des zones urbaines et rurales.

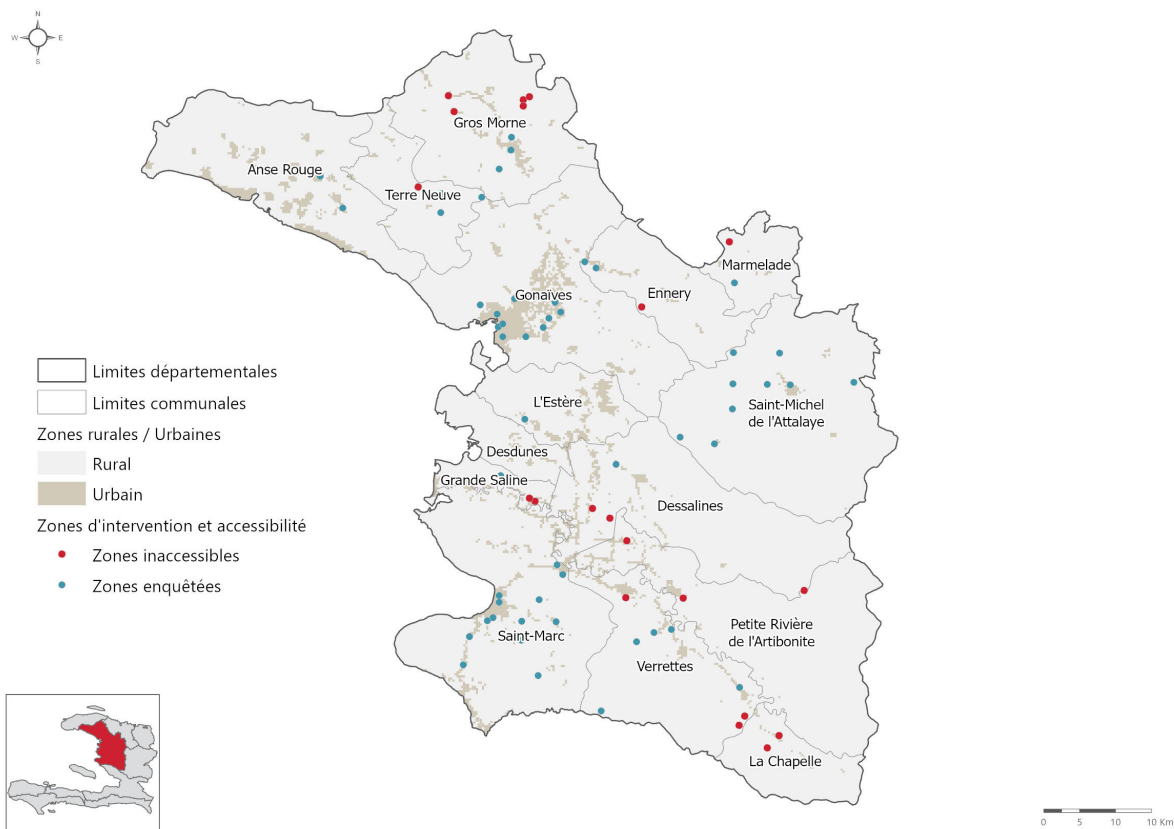
DÉFIS ET LIMITES

Zones exclues de l'échantillonnage :

Les communes de Gros Morne (3ème Rivière Blanche et 4ème, 5ème, 6ème section de Savane Carré), de Desdunes, de Lestère, de Dessalines (Bernard, Renard), Grande Saline, et Petite Rivière de l'Artibonite ont été inaccessible pour des raisons de sécurité et ont été exclues de l'échantillon en raison du climat d'insécurité marqué par la présence de groupes armés.

Certains sujets considérés comme sensibles (santé mentale, protection, violences...) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.